

Rapport sur le mouvement turinois des conseils d'usines

1920

Rapport envoyé en juillet 1920 au comité exécutif de l'I.C., publié dans *L'Internationale communiste* en novembre 1920.

Un des membres de la délégation italienne qui vient de rentrer de Russie soviétique a appris aux travailleurs de Turin que sur la tribune dressée à Kronstadt pour accueillir la délégation on pouvait lire l'inscription suivante :

Vive la grève générale turinoise de 1920 !

C'est une nouvelle que les ouvriers ont apprise avec beaucoup de plaisir et avec une profonde satisfaction. La plupart des membres de la délégation italienne en Russie avaient été opposés à la grève générale d'avril. Ils soutenaient dans leurs articles contre la grève que les ouvriers turinois avaient été victimes d'une illusion et qu'ils avaient surestimé l'importance de leur grève.

Aussi les travailleurs turinois ont-ils appris avec plaisir la manifestation de sympathie des camarades de Kronstadt, et ils se sont dit: « *Nos camarades communistes russes ont mieux compris et plus justement estimé l'importance de la grève d'avril que ne l'ont fait les opportunistes italiens, et ils ont ainsi donné à ces derniers une bonne leçon.* »

La grève d'avril

Le mouvement turinois du mois d'avril a été en effet un événement exceptionnel, non seulement dans l'histoire du prolétariat italien, mais dans celle du prolétariat européen, nous irons même jusqu'à dire dans l'histoire du prolétariat du monde entier.

Pour la première fois dans l'histoire, en effet, on a vu un prolétariat engager la lutte pour le contrôle de la production sans avoir été poussé à l'action par la faim ou par le chômage. De plus, ce ne fut pas seulement une minorité, une avant-garde de la classe ouvrière qui entreprit la lutte, mais bien la masse entière des travailleurs de Turin qui entra en lice et mena le combat jusqu'au bout en faisant fi des privations et des sacrifices.

La grève des métallurgistes dura un mois, celle des autres catégories de travailleurs dura dix jours.

La grève générale des dix derniers jours s'étendit à tout le Piémont, mobilisant près d'un demi-million d'ouvriers de l'industrie et de l'agriculture, ce qui signifie qu'elle toucha une population de près de quatre millions de personnes.

Les capitalistes italiens déployèrent l'ensemble de leurs forces pour étouffer le mouvement ouvrier turinois; tous les moyens de l'État bourgeois furent mis à leur disposition, alors que les ouvriers se trouvèrent seuls pour soutenir la lutte, sans aucune aide, ni de la direction du Parti socialiste, ni de la Confédération générale du travail. Bien plus, les dirigeants du parti et de la Confédération bafouèrent les travailleurs turinois et firent tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher les travailleurs et les paysans italiens d'entreprendre une quelconque action révolutionnaire par laquelle ils auraient cherché à manifester leur solidarité avec leurs frères turinois, et à leur apporter une aide efficace.

Mais les ouvriers turinois ne se découragèrent pas. Ils supportèrent tout le poids de la réaction capitaliste, ils respectèrent la discipline jusqu'au dernier moment et restèrent, même après la défaite, fidèles au drapeau du communisme et de la révolution mondiale.

Anarchistes et syndicalistes

La propagande des anarchistes et des syndicalistes contre la discipline de parti et contre la dictature du prolétariat n'eut aucune influence sur les masses, même lorsque, par suite de la trahison des dirigeants, la grève se termina sur une défaite. Bien plus, les travailleurs turinois jurèrent d'intensifier la lutte révolutionnaire et de la mener sur deux fronts : d'un côté contre la bourgeoisie victorieuse, de l'autre, contre leurs propres chefs qui les avaient trahis.

La conscience et la discipline révolutionnaire dont les masses turinoises ont fait preuve, ont pour bases historiques les conditions économiques et politiques dans lesquelles s'est développée la lutte de classe à Turin.

Turin est un centre à caractère essentiellement industriel, les ouvriers représentent environ les trois quarts de la population qui s'élève à un demi-million d'habitants; les éléments petits-bourgeois sont en nombre infime. A Turin on trouve en outre une masse compacte d'employés et de techniciens qui sont organisés dans les syndicats, et sont des adhérents de la Bourse du travail. Ils ont été, pendant toutes les grandes grèves, aux côtés des ouvriers et ils ont ainsi acquis, pour la plupart, si ce n'est tous, des réactions de véritables prolétaires, en lutte contre le capital, pour la révolution et pour le communisme.

La production industrielle

Vue du dehors, la production turinoise est parfaitement centralisée et homogène. L'industrie métallurgique, avec environ cinquante mille ouvriers et dix mille employés et techniciens, occupe la première place. Rien que dans les usines Fiat travaillent trente-cinq mille ouvriers, employés et techniciens; dans les usines principales de cette entreprise sont employés seize mille ouvriers qui construisent des automobiles en tout genre, en utilisant les méthodes les plus modernes et les plus perfectionnées.

La production automobile caractérise l'industrie métallurgique turinoise. La plus grande partie du corps des ouvriers est faite d'ouvriers qualifiés et de spécialistes qui n'ont cependant pas la mentalité petite-bourgeoise des ouvriers qualifiés des autres pays, ceux d'Angleterre par exemple.

La production automobile, qui occupe la première place dans l'industrie métallurgique, s'est subordonnée d'autres branches de la production, comme par exemple l'industrie du bois et celle du caoutchouc.

Les métallurgistes forment l'avant-garde du prolétariat turinois. Étant donné les caractéristiques de l'industrie métallurgique, tout mouvement parmi ses ouvriers devient un mouvement général des masses et prend un caractère politique et révolutionnaire, même si, au départ, il n'avait que des objectifs syndicaux.

Turin possède une seule organisation syndicale importante, forte de quatre-vingt-dix mille adhérents : la Bourse du travail. Les groupes anarchistes et syndicalistes existants n'ont presque aucune influence sur la masse ouvrière, qui se range avec fermeté et résolution aux côtés de la section du Parti socialiste, composée pour sa plus grande partie, d'ouvriers communistes.

Le mouvement communiste dispose des organismes de combat que voici : la section du parti, comptant 1 500 adhérents, vingt-huit cercles comptant dix mille membres et vingt-trois organisations de jeunesse comptant deux mille membres.

Dans chaque entreprise existe un groupe communiste permanent avec son propre organisme directeur. Les différents groupes se rassemblent, selon la position topographique de leur entreprise en groupes de quartier, qui aboutissent à un comité directeur qui, au sein de la section du parti, concentre entre ses mains tout le mouvement communiste de la ville et dirige la masse ouvrière.

Turin, capitale de l'Italie

Avant la révolution bourgeoise, qui instaura l'actuel ordre bourgeois en Italie, Turin était la capitale d'un petit État, qui comprenait le Piémont, la Ligurie et la Sardaigne. A cette époque la petite industrie et le commerce prédominaient à Turin.

Après l'unification du royaume d'Italie et le transfert de la capitale à Rome, Turin paraissait menacée de perdre son importance. Mais la ville surmonta rapidement la crise économique et devint un des centres industriels les plus importants d'Italie. On peut dire qu'il y a trois capitales en Italie : Rome, qui est le centre administratif d'État bourgeois, Milan, qui est le centre commercial et financier du pays (toutes les banques, les agences commerciales et les bureaux financiers sont concentrés à Milan), et enfin, Turin, qui est le centre industriel, où la production industrielle a atteint le plus haut degré de développement. Au moment du transfert de la capitale à Rome, toute la petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle qui avait fourni au nouvel État bourgeois le personnel administratif nécessaire à son fonctionnement, émigra de Turin; par contre, le développement de la grande industrie attira à Turin la fine fleur de la classe ouvrière italienne. Le processus du développement de cette ville est, du point de vue de l'histoire italienne et de la révolution prolétarienne italienne, fort intéressant.

C'est ainsi que le prolétariat turinois devint le dirigeant spirituel des masses ouvrières italiennes qui sont attachées à cette ville par de multiples liens : de parenté, de tradition, d'histoire, mais aussi par leurs aspirations (l'idéal de chaque ouvrier italien est de pouvoir travailler à Turin).

Tout ceci explique pourquoi les masses ouvrières de toute l'Italie désiraient, quitte à aller à l'encontre de la volonté de leurs chefs, manifester leur solidarité avec la grève générale de Turin : elles voient dans cette ville le centre, la capitale de la révolution communiste, le Petrograd de la révolution prolétarienne italienne.

Deux insurrections armées

Pendant la guerre impérialiste de 1914-1918, Turin a vécu deux insurrections armées : la première insurrection, qui éclata au mois de mai de 1915, avait pour objectif d'empêcher l'intervention de l'Italie dans la guerre contre l'Allemagne (c'est à cette occasion que la Maison du peuple fut mise à sac (1)), la seconde insurrection, au mois d'août de 1917, prit le caractère d'une lutte révolutionnaire armée de grande envergure.

L'annonce de la Révolution russe de mars avait été accueillie à Turin avec une joie indescriptible. Les ouvriers pleuraient d'émotion en apprenant que le pouvoir du Tsar avait été renversé par les travailleurs de Petrograd. Mais les travailleurs turinois ne se laissèrent pas prendre à la phraséologie démagogique de Kerenski et des mencheviks. Lorsqu'en juillet [sic] 1917, arriva à Turin la mission envoyée en Europe occidentale par le Soviet de Petrograd, les délégués, Smirnov et Goldenberg, qui se présentèrent devant une foule de cinquante mille ouvriers, furent accueillis par les cris assourdissants de « Vive Lénine ! », « Vive les Bolcheviks ! ».

Goldenberg n'était pas très satisfait de cet accueil; il ne parvenait pas à comprendre de quelle façon le camarade Lénine avait acquis une telle popularité parmi les ouvriers turinois. Et il ne faut pas oublier que cet épisode eut lieu après la répression de la révolte bolchevique de juillet, et que la presse italienne se déchaînait contre les bolcheviks, en les traitant de brigands, d'intrigants, d'agents et d'espions de l'impérialisme allemand.

Depuis l'entrée en guerre de l'Italie (24 mai 1915), le prolétariat turinois n'avait fait aucune manifestation de masse.

Barricades, tranchées, barbelés

L'imposant meeting qui avait été organisé en l'honneur des délégués du Soviet de Petrograd, marqua le début d'une nouvelle période dans les mouvements de masse. Un mois ne s'était pas écoulé que les travailleurs turinois, s'insurgèrent, armes en main, contre l'impérialisme et le militarisme italien. L'insurrection éclata le 23 août 1917. Pendant cinq jours, les ouvriers combattirent dans les rues de la ville. Les insurgés qui disposaient de fusils, de grenades et de mitrailleuses

parvinrent même à occuper quelques quartiers de la ville et tentèrent à trois ou quatre reprises de s'emparer du centre où se trouvaient les institutions gouvernementales et les commandements militaires.

Mais deux années de guerre et de réaction avaient affaibli l'organisation du prolétariat, jadis si forte, et les ouvriers, inférieurs en armes, furent vaincus. C'est en vain qu'ils espérèrent en un appui du côté des soldats : ceux-ci se laissèrent ébranler par l'insinuation que la révolte avait été suscitée par les Allemands.

Le peuple dressa des barricades, il creusa des tranchées, il entoura quelques quartiers de barbelés électrifiés, et repoussa pendant cinq jours toutes les attaques des troupes et de la police. Plus de 500 ouvriers tombèrent, plus de 2 000 furent gravement blessés. Après la défaite, les meilleurs éléments furent arrêtés et mis à l'écart, et le mouvement prolétarien perdit en intensité révolutionnaire. Mais les sentiments communistes du prolétariat turinois n'étaient pas éteints.

On peut en trouver une preuve dans l'épisode que voici peu de temps après l'insurrection d'août eurent lieu des élections au conseil d'administration de l' « Alliance coopérative turinoise » (*Alleanza cooperativa torinese*), immense organisation qui pourvoit à l'approvisionnement du quart de la population turinoise.

L'Alliance coopérative

L'A.C.T. est composée de la Coopérative des cheminots et de l'Association générale des ouvriers. Depuis plusieurs années la section socialiste avait en main le conseil d'administration, mais la section n'était plus en mesure de mener activement l'agitation au sein des masses ouvrières.

Le capital de l'Alliance était dans sa plus grande partie constitué d'actions de la Coopérative des cheminots, appartenant aux cheminots et à leurs familles. Le développement pris par l'Alliance avait porté la valeur des actions de 50 à 700 liras. Le parti parvint cependant à convaincre les actionnaires qu'une coopérative ouvrière a pour but, non le profit des particuliers, mais le renforcement des moyens de la lutte révolutionnaire, et les actionnaires se contentèrent d'un dividende de trois et demi pour cent sur la valeur nominale de 50 liras, et non sur la valeur réelle de 700 liras. Après l'insurrection d'août, se forma, avec l'appui de la police et de la presse bourgeoise et réformiste, un comité de cheminots qui se proposa d'arracher au Parti socialiste la majorité qu'il avait dans le conseil d'administration. Aux actionnaires, on promit la liquidation immédiate de la différence de 650 liras entre la valeur nominale et la valeur courante de chaque section; aux cheminots on promit diverses prérogatives dans la distribution des denrées alimentaires. Les réformistes traîtres et la presse bourgeoise mirent en œuvre tous leurs moyens de propagande et d'agitation afin de transformer la coopérative, d'organisation ouvrière qu'elle était, en une entreprise commerciale de type petit-bourgeois. La classe ouvrière était exposée à des pressions de toute sorte. La censure étouffa la voix de la section socialiste. Mais en dépit de toutes les pressions et de toutes les vexations, les socialistes, qui n'avaient pas un seul instant abandonné leur point de vue (qui était que la coopérative ouvrière était un moyen de la lutte de classe) obtinrent de nouveau la majorité au sein de l'Alliance coopérative.

Le Parti socialiste obtint 700 voix sur 800, bien que dans leur majorité, les électeurs aient été des employés des chemins de fer qu'on s'attendait à voir manifester, après la défaite de l'insurrection d'août, une certaine hésitation, voire des tendances réactionnaires.

Dans l'après-guerre

Après la fin de la guerre impérialiste, le mouvement prolétarien fit de rapides progrès. La masse ouvrière de Turin comprit que la période historique ouverte par la guerre différait profondément de celle qui précédait la guerre. La classe ouvrière turinoise sentit aussitôt que la IIIe Internationale est une organisation du prolétariat mondial qui a vocation de prendre la direction de la guerre civile, d'entreprendre la conquête du pouvoir politique, d'instaurer la dictature du prolétariat, de créer un nouvel ordre dans les rapports économiques et sociaux.

Les problèmes de la révolution, qu'ils soient économiques ou politiques, étaient l'objet de discussions dans toutes les assemblées d'ouvriers. Les meilleures forces de l'avant-garde ouvrière se réunirent pour assurer la diffusion d'un hebdomadaire d'inspiration communiste : *L'Ordine Nuovo*. Dans les colonnes de cet hebdomadaire furent traités les différents problèmes de la révolution : l'organisation révolutionnaire des masses pour gagner les syndicats à la cause du communisme; le transfert de la lutte syndicale du domaine étroitement corporatif et réformiste au terrain de la lutte révolutionnaire, du contrôle de la production et de la dictature du prolétariat. Le problème des Conseils d'usines fut également mis à l'ordre du jour.

Dans les entreprises turinoises existaient déjà de petits comités ouvriers, reconnus par les capitalistes, et certains d'entre eux avaient déjà engagé la lutte contre le fonctionnarisme, l'esprit réformiste et les tendances légalistes des syndicats.

Mais la plupart de ces comités étaient de simples créatures des syndicats; les listes de candidats à ces comités (Comités d'entreprises), étaient proposées par les organisations syndicales, lesquelles choisissaient de préférence des ouvriers de tendance opportuniste, qui ne causeraient pas d'ennuis aux patrons et étoufferaient dans l'œuf toute action de masse. Les partisans de *L'Ordine Nuovo* défendirent en tout premier lieu dans leur propagande, la transformation de ces Comités d'entreprise, et soutinrent le principe que les listes de candidats devaient émaner de la masse ouvrière et non provenir des sommets de la bureaucratie syndicale. Ils assignèrent comme tâche aux Conseils d'usines le contrôle de la production, l'armement et la préparation militaire des masses, leur préparation politique et technique. Ces Conseils ne devaient plus jouer leur ancien rôle de chiens de garde préposés à la protection des intérêts des classes dominantes, et devaient cesser de freiner les masses dans leurs actions contre le régime capitaliste.

L'enthousiasme pour les Conseils

La propagande en faveur des Conseils d'usines fut accueillie avec enthousiasme par les masses; en l'espace de six mois, des Conseils d'usines furent constitués dans toutes les usines petites ou grandes de la métallurgie. Les communistes

devinrent majoritaires dans le syndicat des métallurgistes; le principe du Conseil d'usine et du contrôle sur la production fut approuvé et accepté par la majorité du Congrès, et par la plus grande partie des syndicats membres de la Bourse du travail.

L'organisation des Conseils d'usines se fonde sur les principes suivants : dans chaque usine, petite ou grande, un organisme est constitué sur la base de la représentation (et non sur l'ancienne base du système bureaucratique); cet organisme incarne la force du prolétariat, il lutte contre l'ordre capitaliste ou contrôle la production, en éduquant toute la masse ouvrière pour la lutte révolutionnaire et pour la création de l'État ouvrier. Le Conseil d'usine doit être formé selon le modèle de l'organisation par industrie; il doit représenter pour la classe ouvrière le modèle de la société communiste à laquelle on arrivera en passant par la dictature du prolétariat; dans cette société n'existeront plus de différences de classes, tous les rapports sociaux seront réglés selon les exigences techniques de la production et de l'organisation correspondante, et ne seront pas subordonnés à un pouvoir d'État organisé. La classe ouvrière doit comprendre toute la beauté et toute la noblesse de l'idéal pour lequel elle lutte et se sacrifie; elle doit se rendre compte que, pour atteindre cet idéal, il est nécessaire de passer par certaines étapes; elle doit reconnaître la nécessité de la discipline révolutionnaire et de la dictature.

Chaque entreprise se subdivise en ateliers, et chaque atelier en équipes de métiers : chaque équipe accomplit une partie définie du travail; les ouvriers de chaque équipe élisent un ouvrier et lui donnent un mandat impératif et conditionnel. L'assemblée des délégués de toute l'entreprise forme un Conseil qui élit en son sein un Comité exécutif. L'assemblée des secrétaires politiques des comités exécutifs forme le Comité central des Conseils qui élit en son sein un Comité de ville qui étudie l'organisation de la propagande, l'élaboration des plans de travail, l'approbation des projets et des propositions émanant des différentes entreprises, voire de simples individus, et enfin, assure la direction générale de l'ensemble du mouvement.

Conseils et Comités d'entreprises pendant les grèves

Certaines des attributions des Conseils d'usines ont un caractère essentiellement technique, si ce n'est industriel, comme par exemple le contrôle exercé sur le personnel technique, le licenciement des employés qui se révèlent être des ennemis de la classe ouvrière, la lutte avec la direction pour conquérir des droits et des libertés, le contrôle de la production de l'entreprise et des opérations financières.

Les Conseils d'usines ont rapidement pris racine. Les masses accueillirent volontiers cette forme d'organisation communiste, elles se rangèrent autour des comités exécutifs et appuyèrent énergiquement la lutte contre l'autocratie capitaliste. Bien que ni les industriels, ni la bureaucratie syndicale n'aient accepté de reconnaître les Conseils et les Comités, ceux-ci obtinrent toutefois des succès notables : ils chassèrent les agents et les espions des capitalistes, ils établirent des liaisons avec les employés et avec les techniciens pour obtenir des informations de caractère financier et industriel; dans le cadre de la gestion de l'entreprise, ils concentrèrent entre leurs mains le pouvoir disciplinaire et montrèrent aux masses désunies et désagrégées ce que signifiait la gestion directe des ouvriers dans l'industrie.

L'activité des Conseils et des Comités d'entreprises donna sa mesure pendant les grèves; ces grèves perdirent leur caractère impulsif, fortuit, et devinrent l'expression de l'activité consciente des masses révolutionnaires. L'organisation technique des Conseils et des Comités d'entreprises, leur capacité d'action firent de tels progrès qu'il fut possible d'obtenir en cinq minutes que les seize mille ouvriers de chez Fiat, dispersés en quarante-deux ateliers, suspendent le travail. Le 3 décembre 1919, les Conseils d'usines donnèrent une preuve tangible de leur capacité à diriger sur une grande échelle des mouvements de masse : obéissant à un ordre de la section socialiste qui concentrait entre ses mains tous les rouages du mouvement de masse, les Conseils d'usines mobilisèrent, sans aucune préparation, en l'espace d'une heure, cent vingt mille ouvriers, encadrés entreprise par entreprise. Une heure après, l'armée prolétarienne se précipita comme une avalanche jusqu'au centre de la ville et balaya des rues et des places toute la canaille militariste et nationaliste.

La lutte contre les Conseils

A la tête du mouvement pour la constitution des Conseils d'usines se placèrent les communistes qui appartenaient à la section socialiste et aux organisations syndicales; y prirent part également les anarchistes, qui essayèrent d'opposer leur phraséologie ampoulée au langage clair et précis des communistes marxistes.

Le mouvement rencontra cependant l'opposition acharnée des fonctionnaires syndicaux, de la direction du Parti socialiste et de *l'Avanti !* Tous ces gens basaient leur polémique sur la différence entre le principe du Conseil d'usine et celui du Soviet. Leurs conclusions eurent un caractère purement théorique, abstrait, bureaucratique. Derrière leurs phrases sonores se cachait le désir de faire échec à la participation directe des masses à la lutte révolutionnaire, le désir de maintenir la tutelle des organisations syndicales sur les masses. Les membres de la direction du parti se refusèrent toujours à prendre l'initiative d'une action révolutionnaire avant que soit réalisé un plan d'action coordonné, mais ils ne faisaient jamais rien pour préparer et élaborer ce plan.

Le mouvement turinois ne réussit cependant pas à dépasser les dimensions locales, car tout le mécanisme bureaucratique des syndicats fut mis en œuvre pour empêcher que les masses ouvrières des autres régions d'Italie ne suivent l'exemple de Turin. Le mouvement turinois fut bafoué, tourné en dérision, calomnié et critiqué de toutes les façons.

Les violentes critiques des organismes syndicaux et de la direction du Parti socialiste apportèrent un nouvel encouragement aux capitalistes qui ne mirent plus de frein à leur lutte contre le prolétariat turinois et contre les Conseils d'usines. La conférence des industriels qui se tint au mois de mars 1920 à Milan, élaborait un plan d'attaque; mais les « tuteurs de la classe ouvrière », les organisations économiques et politiques, ne s'en soucièrent pas. Abandonné de tous, le prolétariat turinois fut contraint d'affronter tout seul avec ses propres forces, le capitalisme national et le pouvoir de l'État. Turin fut envahie par une armée de policiers; autour de la ville on plaça des canons et des mitrailleuses aux points stratégiques. Et quand tout ce dispositif militaire fut prêt, les capitalistes se mirent à provoquer le prolétariat. Il est vrai que, face à ces très

lourdes conditions de lutte, le prolétariat hésita à accepter le défi; mais quand il fut évident que le heurt était inévitable, la classe ouvrière sortit courageusement de ses positions de repli, et voulut que la lutte soit menée jusqu'à la victoire finale,

Le Conseil national socialiste de Milan

Les métallurgistes firent grève pendant un mois entier, les autres catégories pendant dix jours; dans toute la province l'industrie était arrêtée, les communications paralysées. Mais le prolétariat turinois fut isolé du reste de l'Italie; les organes centraux ne firent rien pour l'aider, ils ne publièrent pas le moindre tract pour expliquer au peuple italien l'importance de la lutte des travailleurs turinois; l'Avanti ! se refusa à publier la déclaration de la section turinoise du parti. Les camarades turinois furent abreuvés de toute part des épithètes d'anarchistes et d'aventuriers. A cette époque devait se tenir à Turin le Conseil national du parti; mais ce congrès eut lieu à Milan, sous prétexte qu'une ville « en proie à la grève générale » semblait mal venue pour servir de théâtre à des discussions entre socialistes.

En cette occasion se manifesta toute l'impuissance des hommes appelés à diriger le parti; tandis qu'à Turin la masse ouvrière défendait courageusement les Conseils d'usines, première organisation basée sur la démocratie ouvrière, première organisation incarnant le pouvoir politique prolétarien, à Milan on bavardait autour de projets et de méthodes théoriques pour former des Conseils représentant la forme du pouvoir politique qu'il appartiendrait au prolétariat de conquérir : on discutait sur la façon d'organiser des conquêtes qui n'étaient pas encore faites, et on abandonnait le prolétariat turinois à son destin, on laissait à la bourgeoisie la possibilité de détruire le pouvoir ouvrier déjà conquis!

Les masses prolétariennes italiennes manifestèrent de diverses façons leur solidarité avec les camarades turinois : les cheminots de Pise, de Livourne et de Florence se refusèrent à transporter les troupes dirigées sur Turin, les travailleurs du port et les marins de Livourne et de Gênes sabotèrent le mouvement dans les ports; dans plusieurs villes, le prolétariat se mit en grève en dépit des ordres des syndicats.

La grève générale de Turin et du Piémont s'est heurtée au sabotage et à la résistance des organisations syndicales et du parti lui-même. Elle a eu toutefois une grande importance éducative : elle a démontré, en effet, que l'union effective des ouvriers et des paysans est possible, et elle a confirmé l'urgente nécessité de lutter contre tout le mécanisme bureaucratique des organisations syndicales, qui constituent le plus solide soutien des manœuvres opportunistes des parlementaires et des réformistes visant à l'étouffement de tout mouvement révolutionnaire des masses laborieuses.